

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4526 - Lundi 18 Décembre 2023 - Prix : 200 Fc

MAUVAISE QUALITÉ DU CARBURANT :

La Fédération des consommateurs demande une enquête



Livraison Hydrocarbures.

GRÈVE DES ENSEIGNANTS :

Les négociations s'enlisent

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

04 Djamadul Thani 1445
Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Décembre 2023

Lever du soleil:

05h 36mn

Coucher du soleil:

18h 27mn

Fajr : 04h 25mn

Dhouhr : 12h 06mn

Ansr : 15h 42mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 44mn



INTERVIEW :

Dr Yasser Azali : "Ma plus grande réussite, c'est d'avoir introduit l'endoscopie digestive aux Comores"



Chef de service hépato gastro-entérologie, le Dr Yasser Azali a accepté de répondre à nos questions sur le quotidien de son métier et du challenge de son service en matière d'endoscopie. Ledit service est nouveau dans le pays et le fils du chef de l'État est parmi les rares spécialistes à exercer. Interview.

Question : Quel a été votre parcours pour exercer le métier d'hépatogastro-entérologue ?

Dr Yasser Azali : Je suis médecin gastro-entérologue, chef du service hépato-gastro-entérologie à El-maarouf. Après mon baccalauréat scientifique (série D) en 2007, je suis parti en Chine pour mes études supérieures en médecine. Je suis revenu en 2015 et j'ai exercé jusqu'en 2017 que je suis parti au Maroc pour ma spécialisation en hépato gastro-entérologie. C'est une spécialité médicale qui se concentre sur l'étude, le diagnostic et le traitement des maladies affectant le système digestif. Il englobe les appareils digestifs « de la bouche à l'anus ». Pourquoi ce choix ? C'est une spécialité qui occupe une place très importante. Dans un pays, la médecine fonctionne un peu comme la pyramide (basedow). Il y a les besoins basiques, secondaires et sophistiqués. Il y a des besoins primordiaux qui sont dans chaque pays. J'estime qu'aujourd'hui nous avons besoin de spécialité médicale comme la cardiologie, l'endocrinologie, la gastro, etc. Ce dernier comporte les motifs les plus courants de consultations. Les reflux, la constipation, l'indigestion, etc. De plus, la complexité du système digestif, on ne se focalise pas sur un seul organe, ce qui fait qu'on a plusieurs appareils qui interviennent. D'ailleurs, notre service a été doté des matériels. Je savais que c'était une spécialité qui n'était pas encore exploitée aux Comores et ça reste un besoin assez primordial. Mon idée était d'initier l'endoscopie

mais également faire la prévention. Une grande partie de mon travail consiste aux consultations afin de déterminer de quoi souffre le patient mais également la prévention, une étape très importante.

Question : L'endoscopie est un examen médical très important en gastroentérologie, comment désinfectez-vous vos instruments et comment se passe le processus de nettoyage ?

Dr Y.A : Nous avons un protocole très clair. Nous avons des machines et produits stérilisants. Nous avons tout ce qu'il nous faut pour désinfecter les matériels. Un protocole de 45 minutes pour tous les appareils que nous utilisons à savoir un désinfectant, un stérilisant et un osmoseur capable de produire 80 litres d'eau stérile par heure. L'efficacité sur la stérilisation des machines est évaluée sur plusieurs niveaux à savoir la solidité de l'appareil, son fonctionnement et surtout le retour de nos patients. Nous sommes à 11 mois et nos appareils fonctionnent avec perfection.

Question : quelles sont les différentes pathologies très graves que vous rencontrez dans votre service ?

Dr Y.A : Il y a des problèmes assez courants comme le reflux gastro-œsophagien, c'est-à-dire la remontée passive du contenu alimentaire de l'estomac vers l'œsophage, qui peut provoquer des symptômes assez dérangeants et gênants et par la suite devenir une complication. On peut passer du reflux à la néoplasie-digestive (le cancer digestif). Les deux messages que je veux passer : les gens qui se plaignent des problèmes digestifs, c'est urgent de consulter le plus tôt possible et d'avoir un diagnostic avant que ça ne soit trop tard. Aujourd'hui nous sommes en capacité de faire un diagnostic macroscopique (à l'œil) d'une lésion tumorale. Chose qui n'a

jamais été faite dans ce pays. On est capable de détecter et de traiter des lésions précancéreuses. Alors, la néoplasie-digestive, comporte les pathologies les plus difficiles que je rencontre. Nous avons un autre volet, ce sont les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin. Elles sont connues chez les populations en majorité caucasiennes. Le manque de contact avec les parasites ou la terre sont les conditions qui les favorisent. En général, cette pathologie attaque souvent ceux qui vivent une vie modeste voir aisée. Plus tu vis dans un environnement stérile, moins est la tendance à développer ces maladies. Je découvre malheureusement des cas de cette pathologie. Ils peuvent être variés à savoir la diarrhée abondante, le saignement, l'amaigrissement, le vomissement, des douleurs non spécifiques. Une diarrhée qui persiste pendant plus de trois semaines nécessite une consultation. Tous ces signes nécessitent une consultation.

Question : Combien de consultation vous réalisez dans la semaine et quelle est votre grande réussite en matière d'hépatogastro-entérologie ?

Dr Y.A : Ma plus grande réussite, c'est d'avoir pu innover et introduire l'endoscopie aux Comores. C'est quelque chose qui me rend très fier, que j'aimerais bien faire bénéficier à beaucoup de Comoriens. Depuis que le service a ouvert ses portes, nous sommes à 900 consultations, plus de 200 endoscopies. Je consulte les mardis et jeudis et je vois en moyenne 16 malades par journée de consultation. Je travaille avec une équipe de 8 personnes, un médecin hépato gastro-entérologue, un médecin généraliste comme assistant, quatre infirmiers, un aide-soignant et un brancardier. Comment ça fonctionne ? L'endoscopie est un geste invasif, il est nécessaire de laisser le choix au patient, soit sous légère sédation et nous les faisons aussi pendant que le patient est éveillé, geste que je préfère. L'endoscopie haute prend en moyenne 9 minutes, car nous faisons les biopsies, le diagnostic et la thérapeutique, des biopsies pour les lésions précancéreuses, enlever des polypes, des gestes d'hémostases, de l'interventionnelle. Ces gestes nous évitent les interventions chirurgicales. En cas de chirurgie, j'accompagne toujours mes patients au bloc, mon avis peut être très important. Car, je peux fournir des informations précises, endoscopiques et cliniques.

Question : Est-ce que le manque de service d'anatomopa-

thologie à l'hôpital constitue un frein dans votre travail ?

Dr Y.A : En gastroentérologie nous travaillons essentiellement avec 4 spécialités à savoir l'imagerie médicale, la chirurgie digestive, l'oncologie médicale et l'anatomopathologie. Ce dernier est un service très important qu'il nous faut à l'hôpital et il est impératif qu'on soit capable de poser un diagnostic précis dans ce pays, de tumeur ou d'une lésion précancéreuse pour pouvoir faire une prise en charge basique et primordiale. C'est un défi auquel nous faisons face mais encore une fois c'est un service récent, on espère avoir le meilleur pour nos patients pour pouvoir soulager le plus grand nombre.

Question : Quand est-ce qu'on doit consulter un hépatogastro-entérologue ?

Dr Y.A : Dans les problèmes digestifs fréquents, les douleurs abdominales récurrentes, les ballonnements, les brûlures de l'estomac, la diarrhée, les vomissements, la constipation, le changement d'appétit, les reflux persistants, les troubles du foie et de la vésicule biliaire, un changement jaune de la pigmentation, etc. Le plus important, c'est quand on a des antécédents

familiaux du cancer digestif ou des maladies chroniques de l'intestin. Le dépistage est très important, chez toute personne. À partir de 50 ans, il est obligatoire de commencer un dépistage, du cancer colorectal et chez le patient ayant des antécédents familiaux du cancer.

Question : Quelles sont vos perspectives ?

Dr Y.A : Il est important et essentiel aussi que notre futur Centre hospitalier universitaire soit un centre d'apprentissage et de formation médicale. Nous devons entamer les partenariats le plus tôt possible avec des écoles de médecine et qu'on soit en capacité d'accueillir des étudiants en médecine et aussi des étudiants des îles voisines. Il est important de former la prochaine génération des professionnels, pour qu'elle soit compétente et engagée aussi. On doit pouvoir se distinguer et être capable de rivaliser avec les universités voisines afin de donner des gammes de soins médicaux et chirurgicaux exclusifs, être capable de recruter des experts et avoir des aspirations.

Propos recueillis par Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

MAUVAISE QUALITÉ DU CARBURANT :

La Fédération des consommateurs demande une enquête

La Fédération comorienne des consommateurs a saisi les Hydrocarbures pour enquêter sur la qualité du carburant. Ce dernier est régulièrement pointé de doigt par les usagers.

De plus en plus des véhicules tombent en panne après un passage en station service. Mécaniciens et chauffeurs sont unanimes sur la cause éventuelle : la mauvaise qualité du carburant. Les autorités compétentes font la sourde oreille face aux cris d'orfraie que poussent les victimes, toutes catégories confondues. Interpellée par cet état de fait, la Fédération comorienne des consommateurs a pris le problème à bras-le-corps et de pousser la société comorienne des hydrocarbures, fournisseur des carburants, à réagir. Ou plutôt à agir. C'est ce qu'on apprend dans un courrier adressé à la direction de la société d'État fin novembre.

« Nous souhaitons attirer votre attention sur le calvaire que vivent les conducteurs, les dommages causés aux véhicules et les coûts que cela engendre. Les incidents rapportés suggèrent des problèmes de qualité ou de conformité des carburants distribués dans les stations. Dans l'intérêt de la sécurité des usagers et de leurs biens, nous sollicitons votre coopération et vous prions de diligenter une enquête indépendante

complète sur la qualité des carburants fournis par les stations-services », demande la FCC qui souhaite que cette enquête couvre l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, depuis le point d'importation jusqu'à la distribution.

Malgré l'évidence, les Hydrocarbures ont toujours nié distribuer un carburant de mauvaise qualité. Ils assurent à tout bout de champ que leurs produits subissent des analyses avant d'être mis sur le marché. En tout cas, le consommateur final est loin d'en être convaincu. « Mercredi passé, ma bagnole m'a lâché. Elle hoquetait avant de

s'éteindre à chaque tentative de départ. J'ai fini par l'abandonner à Mbachilé d'où une aimable connaissance a bien voulu me déposer à Nioumadzaha. Jeudi, mon mecano m'a annoncé avoir découvert que le carburant était altéré. Mélangé au pétrole, très probablement. Vendredi, j'ai fait part des résultats du diagnostic à mon ami de Mbachilé. Quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre qu'il venait d'avoir exactement la même panne avec sa bagnole ! Je me souviens. À mi-chemin, quand il me déposait, on était passé dans une station-service pour mettre du carburant. La même

auprès de laquelle j'en avais mis dans la mienne la veille », témoigne le journaliste Toufé Maecha.

Les témoignages du genre sont légions. « Je suis convaincu que les Hydrocarbures ont un mauvais carburant. J'ai une voiture à essence. Elle est déjà tombée en panne à deux reprises juste après être passé à la station-service. Mon mecano m'a dit que c'est le carburant. J'étais obligé de vider tout le réservoir, pour le nettoyer », confie pour sa part Salim Abdou, au détour d'une discussion à ce sujet. Pareil pour ce chauffeur de taxi de la ligne Moroni-

Mitsoudjé. Il a banni au moins trois stations-services pour les mêmes raisons. Il faut dire que si les stations-services ne sont pas au-dessus de tout soupçon, les Hydrocarbures aussi auront du mal à s'en tirer à si bon compte. En effet, des grandes sociétés de la place qui s'approvisionnent directement chez le fournisseur connaissent elles aussi le même souci que les autres consommateurs. Une réalité qui ne laisse que peu de chance quant à l'aboutissement de la demande de la Fédération des consommateurs.

Nassuf Ben Amad

GRÈVE DES ENSEIGNANTS :

Les négociations s'enlisent

Déjà un mois et aucune avancée notable sur la grève des enseignants du public. Les craintes d'une année blanche se précisent chaque jour davantage.

La grève illimitée déclenchée par les enseignants du public ne faiblit pas. Bien au contraire, tout porte à croire qu'une année blanche est inévitable. A l'issue d'une réunion avec les autorités le 13 décembre dernier, les grévistes sont priés de prendre leur mal en patience jusqu'à la rentrée scolaire

de l'année prochaine pour voir leurs revendications satisfaites. C'est en tout cas ce qu'ont rapporté les grévistes lors d'une conférence de presse le vendredi 15 décembre dernier.

« Le gouvernement nous a annoncé la venue prochaine d'un cabinet du Maroc ayant pour mission d'établir un système de contrôles biométriques au niveau des établissements scolaires publics. Un processus qui devrait s'étaler jusqu'en juillet 2024 », a expliqué le secrétaire régional du Syndicat national des professeurs comoriens,

le Snp, Ahamada Hassani. Il poursuit : « Et ce n'est qu'à la fin des travaux prévus que les enseignants du secteur public pourront obtenir gain de cause », devait-il préciser.

Pour autant, les grévistes qui se veulent prudents quant aux promesses faites par les autorités, ne vont pas reprendre le chemin de l'école. Ils campent sur leur position concernant la revalorisation de leur grille indiciaire au même titre que les autres catégories de fonctionnaires. Pour rappel, ils réclamant la revalorisation de leur grille indiciaire pour

leur permettre de vivre dignement de leur métier. Il faut souligner que pour éviter une année blanche, les autorités ont annoncé le recrutement de remplaçants, dont une majorité de bénévoles contractuels. Une solution qui n'a fait que durcir le mouvement. Reste à savoir s'ils sauront contourner les effets de la grève ou si ce ne sont que des effets d'annonce en pleine période électorale.

Kamal Gamal

ENVIRONNEMENT

Les aires protégées, un outil contre le changement climatique

Lors de la 28ème Conférence des Parties (COP 28) de Dubaï sur les changements climatiques, des membres du gouvernement et l'équipe de la Direction Générale de l'Environnement ont participé à l'évènement parallèle organisé au Pavillon Français, qui a été organisé par la High Ambition Coalition (HAC) for Nature and People et intitulé « Plus forts ensemble pour le 30x30 ! L'expertise française sur les aires protégées au service des pratiques du monde entier grâce à des échanges entre pairs ».

En effet, les Comores font partie des 190 nations qui se sont engagées à contribuer à la protection de la biodiversité et à la création de zones de conservation pour atteindre l'objectif mondial de 30%, afin de mettre un terme au dangereux déclin et à la destruction de la biodiversité d'ici à 2030, qui, s'ils ne sont pas contrôlés et protégés, mettent en péril en premier lieu l'approvisionnement durable en eau et en nourriture de la planète, ainsi que toutes les formes de vie. C'est dans ce cadre que le chef de projet R-POC, Houssoyni Houssemi, a pris

part à l'évènement qui a examiné comment les gouvernements respectent leur engagement de conserver, protéger et restaurer au moins 30% des terres et des océans de la planète d'ici 2030.

S'exprimant lors de la table ronde sur la façon dont les membres du HAC contribueront à la mise en œuvre de la cible 3, Houssemi a partagé l'engagement des Comores dans l'initiative 30x30, la façon dont ils considèrent que le HAC les soutient dans la mise en œuvre de la cible 3 et l'aide financière afin de faire de cet engagement une réalité. Le Projet R-POC est financé par l'organisation philanthropique américaine "Ocean5" et est mise en œuvre par la Direction Générale de l'Environnement, WILDOCEAN Afrique du Sud et les autres partenaires régionaux (CORDIO, IRD et Convention de Nairobi) et Nationaux (AIDE, Agence des Parcs Nationaux des Comores, OPAS/UMAMA).

Cet évènement s'est penché sur la manière dont les gouvernements respectent leur engagement à conserver, protéger et restaurer au moins 30% des terres et des Océans de la planète d'ici 2030. Il a été



Houssoiyeni lors de son intervention.

noté que "La santé des océans est cruciale pour les Comores, un État insulaire qui dépend tellement de tous les avantages que l'océan fournit. La protection des océans est un élément essentiel pour stimuler et développer une économie bleue dynamique, devenue aujourd'hui essentielle à la survie écologique et économique de nos pays".

Pour rappel, la cible 3 du Cadre Global de Biodiversité vise à : garantir et permettre que d'ici 2030, au moins 30% des zones terrestres et des eaux intérieures, ainsi que des zones marines et côtières, en parti-

culier les zones revêtant une importance particulière pour la biodiversité et les fonctions et services écosystémiques, soient efficacement conservés et gérés par des moyens écologiquement représentatifs et bien connectés". Les Comores ont mis en place 6 aires protégées tant marines que terrestres. Le challenge reste leur pérennisation par une mobilisation efficace de financement pour en faire des outils de lutte contre le changement climatique.

Mmagaza

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

L'espoir dans un climat changeant

Malgré de profondes divisions entre les pays sur la manière de lutter contre le changement climatique et de gérer ses pires conséquences, le monde s'est finalement uni autour de certains principes clés lors du dernier cycle de négociations sur le changement climatique, COP28, qui s'est tenu à Dubaï du 30 novembre au 13 décembre. Dans un exploit multilatéral inédit de dernière minute, les gouvernements du monde ont accepté de s'engager dans une transition vers l'abandon des combustibles fossiles au profit de systèmes énergétiques neutres sur le plan climatique et de rendre opérationnel le Fonds pour les pertes et dommages, très attendu par les pays en développement.

En tant que petit État insulaire en développement, l'Union des Comores est particulièrement vulnérable aux événements climatiques défavorables, qui devraient se multiplier dans un climat qui se réchauffe, des conditions météorologiques devenant volatiles et imprévisibles. Les cyclones très destructeurs, tels que Kenneth qui a frappé les Comores en 2019, devraient devenir plus fréquents et l'élévation du niveau de la mer constituera une menace pour les infrastructures côtières et les réserves d'eau souterraine déjà limitées. Cependant, tout n'est pas sombre, l'Union des Comores est aussi un pays qui possède un énorme potentiel inexploité pour le développement durable et la prospérité. Et comme nous le savons tous, la prospérité et le niveau élevé de développement constituent le meilleur rempart contre les effets néfastes du changement climatique.

Au cours de ma carrière internationale, j'ai rarement vu un pays aussi richement doté en ressources naturelles que les Comores. Je ne parle pas de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz ou les métaux précieux, mais du type de ressources naturelles qui permettront aux pays de prospérer dans le cadre du nouveau paradigme de durabilité environnementale que toutes les nations doivent désormais adopter. Les

Comores bénéficient d'un climat exceptionnellement favorable, avec du soleil et de la pluie toute l'année, des ressources marines abondantes et des sols très fertiles, qui peuvent tous être exploités pour la croissance et la prospérité. De plus, il y a le volcan Karthala qui attend d'être exploité pour produire une énergie géothermique illimitée.

Dans les deux prochaines années, tous les gouvernements du monde devront préparer de nouveaux plans d'action nationaux sur le climat, conformément à l'objectif de maintenir le réchauffement de la planète en deçà de 1,5 °C. Ces plans doivent également être entièrement financés et soutenus par des mécanismes tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour les pertes et dommages. Pour les Comores, l'élaboration de ce nouveau plan d'action constitue une occasion unique d'aborder plusieurs piliers du développement de manière intégrée, dans l'intérêt de tous les Comoriens. Imaginons un plan d'action national sur le climat qui place essentiellement les personnes et les communautés au centre.

Par exemple, il existe de nombreuses méthodes éprouvées pour produire des aliments tout en capturant le carbone et en renforçant la résistance au changement climatique ; les déchets alimentaires et autres peuvent être transformés en énergie et en nouveaux produits ; la production alimentaire locale réduira les transports polluants tout en diminuant le coût des aliments, renforçant ainsi la sécurité nutritionnelle ; une énergie renouvelable et abordable favorisera l'esprit d'entreprise et la croissance verte ; un environnement propre et une culture alimentaire locale forte amélioreront l'offre touristique ; une diversité d'entreprises liées aux systèmes alimentaires durables, à l'énergie renouvelable et à l'écotourisme créera des emplois pour les femmes, les hommes et les jeunes. La liste peut être allongée.



Je reste convaincu que les Comores disposent de tous les atouts naturels nécessaires pour enclencher une telle série de "cercles vertueux". Pour cela, un fort engagement des parties prenantes nationales est fondamental, un soutien technique et financier aussi. Et c'est là que le système de développement des Nations unies entre en jeu. Nous sommes là pour soutenir l'Union des Comores dans ce voyage vers un avenir meilleur pour tous. S'appuyant sur un vaste réseau d'expertise de haut niveau, le système de développement des Nations unies est particulièrement bien équipé pour aider les pays à relever des défis complexes.

Ensemble, nous pouvons relever le double défi du climat et du développement aux Comores. La coopération internationale reste un formidable instrument et une belle opportunité pour un espoir meilleur. Je garde l'espoir qu'un jour l'Union des Comores devienne un pays leader du développement durable en Afrique, un petit État insulaire en développement qui n'est pas entravé par sa géographie, mais qui au contraire en tire pleinement parti.



Poste Vacant : Investigateur

La Mission des Etats-Unis à Madagascar recherche des candidats éligibles et qualifiés pour le poste de (1) Investigateur en Sécurité au sein du Bureau Régional De la Sécurité. Le Poste est localisé à Moroni-Comores (recrutement local).

NUMERO DE L'ANNONCE: Comoros 2023-001
OUVERT A: Tous les candidats/ toutes les sources
POSTE: Investigateur de Sécurité FSN-8
DATE D'OUVERTURE: 14 décembre 2023
DATE DE CLÔTURE: 27 décembre 2023
HORAIRE DE TRAVAIL : A temps plein, 40 heures par semaine

LANGUAGE:

Anglais: niveau III (bonne connaissance pratique) en expression orale/lecture/écriture est exigé. (A tester)
Comorien: niveau IV (maîtrise) en expression orale/lecture/écriture est exigé.

EXIGENCES:

Travaillant au sein du Bureau Régional de Sécurité, l'Investigateur en Sécurité mène des investigations, maintient la liaison avec la police locale et les autres autorités responsables de la sécurité et de l'application de la loi. L'Investigateur aide l'équipe du Bureau Régional de Sécurité à coordonner la protection du personnel de la Mission et des représentants du Gouvernement Américain en visite aux Comores, à obtenir des informations concernant les menaces potentielles pour la sécurité du personnel, des installations ou des informations, et à faire des comptes rendus.

EDUCATION:

Deux (02) ans d'études universitaires minimum.

EXPÉRIENCE:

Trois ans (03) d'expériences requis au sein des forces de l'ordre, de l'armée, de la sécurité privée, ou de l'investigation.

Si vous souhaitez consulter l'intégralité de l'offre d'emploi et postuler, veuillez-vous rendre sur le site Seeker suivant: <https://erajobs.state.gov/dos-era/mdg/vacancysearch/searchVacancies.hms>

TOUS les candidats DOIVENT postuler en ligne et en Anglais sur le site Seeker (les candidatures sur papier ne sont plus acceptées). Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Bureau des Ressources Humaines: **Téléphone: +261 20 23 480 00 extension 2332.**

Les certificats de travail antérieurs et actuel, la carte d'identité nationale (preuve de citoyenneté), le diplôme d'études universitaires ou un diplôme supérieur, le permis de travail (pour les candidats d'autre nationalité que Comorienne) doivent être téléchargés dans le système.

ATHLÉTISME/HILMY ENTRETIEN AVEC ABDOUD SAÏD :

" Il faut stopper l'hémorragie interne "

Le secrétaire général de la fédération comorienne d'athlétisme Hilmy Abdoud Saïd a tenu une conférence de presse jeudi dernier pour apporter des éclaircissements sur l'origine de la crise de la fédération d'athlétisme. Il a évoqué plusieurs sujets dont sa position par rapport à cette crise, son différend avec le président suspendu de la fédération par le ministre de tutelle.

Cela fait trois ans qu'il y a de l'eau dans le gaz entre le président de la fédération comorienne d'athlétisme Mohamed Attoumane et son bureau. Ainsi, le secrétaire général Hilmy Abdoud Saïd a tenu une conférence de presse le jeudi 14 décembre. Il a apporté des éclaircissements sur l'origine de la crise qui secoue la fédération d'athlétisme. Il a aussi évoqué plusieurs sujets dont sa position, son différend avec le président de la fédération qui est suspendu par le ministre de tutelle. Selon le conférencier, il faut stopper l'hémorragie interne avant qu'il ne soit trop tard.

Ce dernier regrette les échecs successifs des tentatives de réconciliation.

« J'ai essayé d'éviter le conflit et la situation qui prévaut aujourd'hui. Malheureusement au vu des derniers éléments, je suis obligé de donner ma version et me justifier sur cette situation. C'est aussi pour informer les premiers concernés qui sont les athlètes. Comme vous le savez, j'étais président de cette fédération pendant 10 ans, soit de 2010 à 2020. Durant ces dix années, j'avais comme secrétaire général Mohamed Attoumane, avec qui tout s'est très bien passé. D'un commun accord avec les autres collègues de la fédération nous avons soutenu ce même secrétaire à la présidence de notre fédération. Il a été élu en octobre 2021. Depuis le premier jour de son élection jusqu'à aujourd'hui, je n'entretiens pas de bonnes relations avec lui », a déclaré Hilmy Abdoud Saïd.

Et de poursuivre : « Quand le nouveau président est élu, et moi en tant que secrétaire général, son comportement a changé. Il a pris de

la distance. Après notre première réunion, il a dit au trésorier qu'il ne souhaite pas que je reste signataire de notre compte bancaire. Lors d'une réunion à Anjouan, le président, qui est actuellement suspendu par le ministère de tutelle, a déclaré qu'il ne se laisserait pas marcher par Hilmy. Tout ce qu'il raconte derrière mon dos, je n'ai jamais réagi. Mais, je lui ai parlé en privé. Il a toujours nié. Je me demande s'il n'y a pas un problème avec Hilmy. Comment se fait-il que la fédération est dans cette situation de crise aujourd'hui ? ».

Il dit avoir déposé une plainte contre le président actuel de la fédération, pour avoir décaissé des sous de la fédération sans les signatures des cosignataires officiels du compte. Il a également assigné une plainte, avec l'administrateur du site de la fédération, pour l'avoir diffamé. Selon lui, il a écrit sur leur site que Hilmy voulait interdire un expert d'athlétisme, de venir à Moroni, afin de saboter l'organisation d'une formation en cours à Moroni. Avec la passion et l'amour de cette fédé-



Hilmy Abdoud Saïd
SG de la FCA.

ration d'athlétisme, Hilmy se dit qu'il faut stopper l'hémorragie interne. « Notre instance est dans une situation déplorable. Il va falloir qu'on se rencontre pour la sauver. Il faut que le bureau se réunisse

pour mettre en place une feuille de route pour l'année prochaine, préparer le championnat, réorganiser le bureau et préparer l'élection du bureau », conclu-t-il.

Nassuf Ben Amad



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070



AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX STAGIAIRES EN GESTION FINANCIÈRE

Date de Publication : le 11 décembre 2023

1. Introduction.

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : recrutement de deux stagiaires en gestion financière. Le portefeuille de la Banque Mondiale aux Comores est confronté à des défis en raison de la limitation au niveau local en matière de gestion financière. Cette limitation a quelque fois un impact sur certaines opérations, nous conduisant à prendre des mesures pour renforcer les capacités dans ce domaine. Dans cette optique, la Banque Mondiale à travers l'UGP du PADSF a décidé de recruter deux stagiaires afin de pallier ces lacunes et d'améliorer la gestion financière.

2. Objectif du programme de stage.

Le recrutement du personnel de gestion financière aux Comores se confronte à la limitation des capacités au niveau local.

Le recrutement de stagiaires ici proposé, vise principalement un transfert de compétence au profit de la génération fraîchement diplômée qui pourraient occuper les postes de comptables et de RAF dans le futur.

Le nombre de stagiaires a été évalué par rapport à la taille des projets et le stade de mise en œuvre, l'organisation et l'expérience et la performance de l'équipe en place dans l'UGP, la capacité d'encadrement.

3. Principales attributions :

- Gestion financière,
- Gestion logistique,
- Classement et archivage des documents de l'unité de Coordination du projet,

4. Profil normatif du poste :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire ou de grandes écoles au minimum de Bac+3 en gestion ou équivalent ;
- Avoir une connaissance de l'outil informatique
- Avoir une maîtrise du français (écrit, oral)
- Avoir moins de 30 ans

6. Termes de références :

Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, e version papier ou en version électronique.

7. Dépôt des dossiers de candidature :

Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le lundi 25 décembre 2023 à 10 h 00 minutes, heure locale de Moroni, en l'Union des Comores, avec la mention : Recrutement de deux stagiaires en gestion financière.

8. Adresse :

L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Mme la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Sis à la Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02-Poste 107
Email : Housna.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km

MISSION RESIDENTE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

AVIS DE RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE ADMINISTRATIVE TEMPORAIRE

Lieu d'affectation : Moroni, Union des Comores.

Durée d'engagement : Contrat à durée déterminée de 3 mois

Date probable de début : début février 2024

Contexte :

Le Fonds monétaire international (FMI) conseille ses États membres, dont l'Union des Comores, encourage des politiques visant à assurer leur stabilité économique, à réduire la vulnérabilité aux crises économiques et financières, et à améliorer les niveaux de vie.

Le FMI cherche pour le bureau de sa Représentation résidente à Moroni, un/une assistant(e) administratif(administrative) temporaire, qui sera en charge de toutes les tâches relatives au poste comme décrites ci-après :

Fonctions et responsabilités Sous la supervision de la Représentante résidente, l'assistant(e) administratif(administrative) assure l'exécution de toutes les activités de l'administration en lien avec le poste de secrétaire.

-La gestion de la réception, de l'enregistrement des appels, des lettres et de tous les messages et correspondances.

-La maintenance d'un journal des tâches hebdomadaires.

-La gestion logistique du bureau et certains aspects de la résidence du représentant, y compris l'arrangement de diverses tâches comme la maintenance des ventilateurs ou réparation des machines avec une programmation régulière.

-L'organisation et la soumission du budget de la mission résidente y compris l'arrangement des paiements pour diverses dépenses en temps opportun.

-La gestion administrative des missions du FMI comme l'arrangement de l'hôtel pour les membres de la mission.

Tâches Principales :

- Accueillir les visiteurs et les orienter vers leurs interlocuteurs ;
- Gérer et orienter les appels téléphoniques et les messages entrants et sortants

- Tenir à jour le répertoire des partenaires.

- Organiser et gérer des rendez-vous et contacts du bureau

- Recevoir, enregistrer et distribuer les courriers arrivés et départs ;

- Rédiger, saisir, mettre en forme et suivre les correspondances administratives

- Assurer la gestion et la distribution au personnel du matériel et fournitures de bureau et mettre à jour les registres prévus à cet effet ;

- Tenir à jour l'agenda des réunions, des rencontres et missions, et autres rencontres officielles ;

- Réceptionner et contrôler la qualité des biens commandés conformément aux spécifications prédéfinies.

- Préparer les documents et assurer le suivi des congés et permissions d'absence ;

- Réserver les hôtels, vols, restaurants, pour les experts des services du FMI en mission aux Comores ;

- Classer et archiver la documentation de tout type ;

- Mettre à jour les informations pertinentes ;

- Collecter la documentation de façon proactive ;

- Exécuter toute autre tâche à la demande du Représentant résident dans la limite des responsabilités et tâches qui lui sont dévolues.

- Au niveau comptable et budgétaire, l'assistance exécute:

• La saisie des pièces comptables liées à la gestion du bureau (clients, fournisseurs, trésorerie),

- Le classement des pièces,
- La préparation des écritures d'inventaires,
 - La relance des factures fournisseurs et des impayés,
 - La remontée des litiges.
- Au niveau social et de la trésorerie, elle assure :
 - L'établissement des fiches de paie,
 - La correspondance avec les instances publiques et privées,
 - La préparation des paiements,
 - Les rapprochements bancaires

Compétences et qualifications requises :

- Être titulaire d'un BTS en Secrétariat de Direction au minimum ou posséder une expérience avérée dans le domaine ou tout autre diplôme équivalent ;

- Avoir au moins trois (2) ans d'expérience comme Assistant(e) administratif(Administrative) dans une institution ou ONG Internationale, un organisme similaire ou dans l'administration publique.

- Avoir une connaissance des outils informatiques (logiciels de bureautique et de comptabilité), notamment une parfaite connaissance de Windows et de ses différentes applications ainsi que de l'Internet ;

- Posséder un esprit vif et rigoureux et être capable d'effectuer un travail méthodique, rigoureux, méticuleux, soigné, organisé et polyvalent ;

- Avoir une excellente maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit ;

- Posséder d'excellentes compétences en communication orale et écrite ;

- Posséder une expérience en comptabilité et finances serait un atout ;

- Être capable de travailler sous pression ;

- Être très organisé et posséder un sens élevé de responsabilité et de relations publiques ;

- Pouvoir gérer convenablement une petite caisse de menues dépenses.

- Être honnête et intègre ;

- Avoir un esprit d'équipe.

Composition du dossier de candidature :

Pour ce poste, la composition du dossier se présente comme suit :

- Une lettre de motivation,

- Un Curriculum Vitae détaillé à jour, signé et comportant deux (2) références

professionnelles à contacter au besoin.

-Une copie légalisée du BTS ou de tout autre diplôme pertinent.

Les dossiers de candidature sont à envoyer au bureau de la Représentation résidente du FMI **avant le 8 janvier 2024** par mail à l'adresse RR-COM@imf.org.

Veillez mentionner vos numéros de contacts et adresse du mail électronique sur le CV ou la lettre de motivation. Seules les candidat(e)s présélectionné(e)s pour subir un entretien seront contactées. Les dossiers de candidature déposés à la Représentation résidente ne seront pas retournés

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES

Les cadres outillés sur l'utilisation de la plateforme CLOP

La Fédération de Football des Comores, continue son programme de formation des cadres. Après la dernière formation M.A sur les arbitres de l'élite il y'a, moins d'un mois, un atelier de formation a débuté ce dimanche 17 décembre à Mwali sur l'utilisation de la plateforme CLOP pour les Fédérations Nationales.

C'est sous la supervision de Msahazi Soilihi, chef de département compétition de la FFC que ces ateliers sont organisés sur l'ensemble du territoire. « Ces ateliers vont nous permettre de former à la fois les responsables de clubs sur les nouvelles dispositions réglementaires liées au programme CLOP, mais aussi les administrateurs de clubs sur l'utilisation de la plateforme sur l'octroi des licences » nous a confié l'ancien secrétaire général de l'instance faitière du football comorien. Ce nouveau système est une exigence de la CAF pour l'octroi de la licence clubs pour les interclubs de la CAF et le championnat national de D1 masculin et féminin.

Sur les cinquante-quatre (54) pays membres de la Confédération Africaine de Football, trente (30) ont déjà validé leurs ateliers. « J'ai l'honneur de vous informer que sur



Formation plateforme CLOP à Mohéli.

54 pays de la CAF, plus de 30 pays ont déjà tenu l'atelier avec l'assistance des instructeurs de la CAF » comme on a pu lire sur une note du chef de département compétition de la FFC. Aux Comores, les ateliers débutent par l'île de Mwali. Du 17 au 19 décembre les clubs de l'élite et les clubs du football féminin vont s'imprégner de ce nouvel outil. « Dans le cadre de la mise en place de la procédure de licence club (CLOP) dans les différentes fédérations en Afrique. La CAF a développé un outil informatique, une application permettant aux équipes

(masculines, féminines) de première division d'enregistrer les exigences minimales pour une participation aux matchs interclubs et aux championnats nationaux pour l'octroi de la licence club. »

A partir de l'année prochaine tous les clubs de première division doivent être en conformité avec les nouvelles directives de la CAF. « A partir de la saison prochaine un club de 1ère division ou un club de football féminin doit avoir une licence nationale et une autre continentale. C'est pour cela que la CAF a demandé à chaque fédération qu'el-

le puisse organiser un atelier au bénéfice des clubs pour non seulement que les clubs sachent la nouvelle réglementation sur l'octroi de la licence mais aussi aux administrateurs d'assimiler la nouvelle plateforme CLOP » a conclu Msahazi Soilihi. Après Mwali, ça sera au tour de Ndzuani (26-29 décembre) de bénéficier de cet atelier avant Ngazidja (2-5 janvier 2024) dans la première dizaine du mois de janvier 2024.

Imtiyaz

Numéros utiles

Police	Moroni: 764 46 64 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Gendarmerie	Moroni: 764 49 92 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Immigration	Ngazidja: 773 42 86 Anjouan: 771 01 73 Mohéli: 772 01 37
Aéroport	Hahaya: 773 15 95 Ouani: 771 07 31 Mohéli: 772 03 71
Port maritime	Moroni: 773 00 08 Mohéli: 772 02 57 Anjouan: 771 01 43
Hopitaux	Moroni: 773 25 04 Fomboni: 772 03 73 Mutsamudu: 771 00 34
Banques	BIC: 773 02 43 Eximbank: 773 94 01 Banque centrale: 773 10 02 SNPSF: 773 43 43 Meck: 773 36 40
MAMWE	Moroni: 773 48 00 Mutsamudu: 771 02 09 Fomboni: 772 05 18

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la
Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé



جمهورية القمر المتحد
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة الصحة والتضامن والتماك الاجتماعي ومشاركة المرأة
إدارة الصحة
إدارة لمحاربة الأوبئة

Lettre d'invitation

Date : 08 décembre 2023

DAO N° : PAAMG/CEL/2023/13

Madame/Monsieur,

1. Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores, a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui à la mise en place et l'opérationnalisation de l'Assurance Maladie Généralisée aux Comores (PAAMG). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du **Marché de fourniture et installation d'un système d'énergie solaire à la Direction Générale de la Santé – Moroni.**

2. Le présent document de consultation est publié dans le cadre d'un appel d'offre national ouvert. Le fournisseur le moins-disant sera sélectionné conformément aux procédures décrites dans les Données Particulières du document de consultation.

3. Le présent dossier de consultation comprend les sections suivantes :

- Section 1** - Instructions aux soumissionnaires
- Section 2** - Données particulières de l'appel d'offre
- Section 3** - Critères d'évaluation et de qualification
- Section 4** - Formulaire de soumission
- Section 5 - Bordereau de quantité, calendrier de livraison et spécifications techniques
- Section 6** - Cahier des clauses administratives générales
- Section 7** - Cahier des clauses administratives particulières
- Section 8** - Formulaire de marché

4. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre – Direction Générale de la Santé – Cellule PAAMG, Moroni Corniche - Tél 00 269 773 21 35 /

email : communication@paamg.sante.gouv.km ;
assistant.admin@paamg.sante.gouv.km et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres par email aux adresses indiquées ci-dessus

5. Les soumissions doivent parvenir au plus tard **le 10 janvier 2024 à 13h30, heure de Moroni,**

Les Offres doivent comprendre une garantie de l'Offre pour un montant équivalent cinq cent mille des francs Comoriens.

à l'adresse suivante : **Cellule PAAMG**
Direction Générale de la Santé - Route de la Corniche – BP 2558
Moroni – Union des Comores

Dr Saindou BEN ALI MBAE



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres
Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (N° P171361)



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE)

2023-026-AUDIT-EXTERNE-UGP-PRPKR

Sollicitation de manifestations d'intérêt pour le Recrutement d'un cabinet pour faire l'audit externe des comptes des exercices du 2023 à 2025 du projet de relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR) (N° P171361)

1. Contexte

L'Union des Comores a eu un financement de la Banque Mondiale dans le cadre du Projet de Relèvement Post Kenneth et de Résilience (PRPKR). Le projet s'inscrit dans l'objectif de soutenir le relèvement d'infrastructures publiques et privées ciblées dans les zones sélectionnées touchées par le cyclone, et d'accroître la résilience face aux catastrophes naturelles et climatiques. Le projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres, à travers une Unité de Gestion de Projet (UGP) au sein de la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire (DGEAT). L'UGP travaillera en étroite collaboration avec la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (DATUH).

Le Projet s'articule autour des composantes suivantes :

- Relèvement et Résilience du secteur du logement
- Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures

• Gestion intégrée des risques de catastrophes et sous-composante d'intervention d'urgence

• Gestion, suivi et évaluation du projet

Le Gouvernement de l'Union des Comores a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit et/ou don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Sollicitation de manifestations d'intérêt pour le Recrutement d'un cabinet pour faire l'audit externe des comptes des exercices du 2023 à 2025 du projet de relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR).

2. Objectif de la mission

L'objectif de l'audit est de permettre au consultant d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière du Projet ainsi qu'il ressort des états financiers établis sur la base des informations financières pour chaque exercice, et de s'assurer que les ressources mises à disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées.

L'Auditeur se prononcera sur :

- a) La sincérité et la régularité des états financiers, les relevés des dépenses et les comptes désignés, c'est-à-dire par rapport

aux normes comptables, aux directives de la Banque et à l'accord de financement, notamment sur l'éligibilité et la validité des dépenses réalisées par le PRPKR.

b) L'efficacité du système de contrôle interne ;

c) La conformité de l'exécution du projet conformément aux termes des Accords de financement.

3. Profil du consultant

La mission sera réalisée par un Cabinet d'Audit et d'Expertise comptable, indépendant et faisant profession habituelle d'auditer les comptes, membre d'un ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC, (i) ayant une expérience confirmée en audit financier des comptes des projets de développement notamment les projets financés par la Banque Mondiale, (ii) jugé acceptable par la Banque et (iii) doit collaborer avec un cabinet local.

En dehors de l'associé responsable de la mission, le personnel clé de la mission devra être composée au moins un chef de mission et quatre auditeurs dont deux locaux.

Les critères d'éligibilité, l'établissement

de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version novembre 2020). La méthode de sélection est la « Sélection à Moindre Coût (SMC).

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune objection de la part du Client de le retenir sur la liste restreinte. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

4. Soumission

Les dossiers doivent être déposés dans une enveloppe fermée (Original, 2 Copies et Clé USB) portant la mention « **Recrutement d'un cabinet pour faire l'audit externe des comptes des exercices du 2023 à 2025 du projet de relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR)– Comores** » au plus tard le **25/12/2023 à 13 h 00 (heure locale à Moroni – Union des Comores)** à l'adresse suivante : Madame La Coordinatrice du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR).



APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

PAYS : Union des Comores

NOM DU PROJET : PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).

Numéro de Prêt/Crédit/Don : IDA Crédit No. 71290-KM, IDA Grant No. E0490-KM

Intitulé de la Mission : Recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une étude d'analyse **géo spatiale de l'électricité** aux Comores

N° de référence : KM-UCP MEEH-389212-CS-CQS

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de la part de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un financement pour couvrir le coût du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Les services de consultant (« les Services ») comprennent :

- L'élaboration d'une base de données SIG des couches concernées
- une analyse géo spatiale des options d'électrification au moindre coût qui sera utilisée pour éclairer le Gouvernement de l'Union des Comores en vue d'atteindre les objectifs d'électrification nationale.
- L'analyse géo spatiale détaillée qui présentera les options au moindre coût pour l'électrification à l'échelle nationale et estimera les besoins en investissements et en coûts d'exploitation correspondants pour l'ensemble du système électrique au niveau national.
- L'analyse comparative du coût de production / opérations actuelles

La période de mise en œuvre est de 150 jours calendaires et la date prévue de début des prestations est le 1er mars 2024.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de procédure primaire d'acquisition pour la mission sont disponibles sur le site internet

suivant de la SONELEC : <https://soneleccomores.com/> ou

Sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'Unité de coordination du Projet invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

Le Consultant devra démontrer une expérience avérée pour toutes les prestations relatives à la mission. A minima, les compétences et expériences suivantes sont requises :

- Etablissement des cartographies géo spatiale de réseaux ;
- Évaluation technico-économique des technologies d'électrification basées sur réseau et hors réseau ;
- Prévisions de la demande d'électricité par plan géo spatiale à haute résolution ;
- Développement et paramétrage de plateformes d'analyse géo spatiale pour le déploiement de l'électricité au moindre coût ;
- Développement et paramétrage d'outils

de planification géo spatiale pour l'extension et densification des réseaux de distribution ;

- Préparation des diverses couches de données géo spatiales nécessaires pour établir les paramètres, critères et contraintes techniques, (socio-)économiques et financiers requis pour effectuer l'analyse géo spatiale demandée dans le cadre de cette mission
- L'entreprise doit fournir une preuve qu'elle a réalisé une telle étude durant ces 10 dernières années dans un pays insulaire
- capacité des équipes à travailler en français sera indispensable et la maîtrise de la langue Comorienne par certains membres clés de l'équipe sera hautement recommandée.

La liste restreinte comprendra 8 firmes.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Edition Septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifica-

tions, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre décrites dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de **08h 00 à 16h30 heures, heure locale de Moroni.**

Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, par la poste, par télécopieur ou par courriel) au plus tard le **29 décembre 2023 à 12h00, heure locale de Moroni.**

Unité de Coordination du Projet

À l'attention de : Monsieur Djaanfar Abdourohamane, Coordinateur
Route de Salimani, Quartier Sahara
Moroni, Comores
Tél: +269 763 10 94 / 331 66 50
Courriel : info.paesc@gmail.com ou djaanfa-ree@yahoo.fr